



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

ATTRI1

ACTE D'ENGAGEMENT valant CCAP¹

Alors qu'un acte d'engagement était autrefois requis de l'opérateur économique soumissionnaire lors du dépôt de son offre, sa signature n'est plus aujourd'hui requise qu'au stade de l'attribution du marché public.

Le formulaire ATTRI1 est un modèle d'acte d'engagement qui peut être utilisé par l'acheteur, s'il le souhaite, pour conclure un marché public avec le titulaire pressenti.

Il est conseillé aux acheteurs de renseigner les différentes rubriques de ce formulaire avant de l'adresser à l'attributaire. Ce dernier retourne l'acte d'engagement signé, permettant à l'acheteur de le signer à son tour.

En cas d'allotissement, un formulaire ATTRI1 peut être établi pour chaque lot. Lorsqu'un même opérateur économique se voit attribuer plusieurs lots, un seul ATTRI1 peut être complété. Si l'attributaire est retenu sur la base d'une offre variable portant sur plusieurs lots, soit un acte d'engagement est établi pour les seuls lots concernés, soit l'acte d'engagement unique mentionne expressément les lots retenus sur la base d'une offre variable.

En cas de groupement d'entreprises, un acte d'engagement unique est rempli pour le groupement d'entreprises.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Objet de l'acte d'engagement

■ Objet du marché public

DIAGNOSTIC PRODUITS / EQUIPEMENTS / MATERIAUX / DECHETS
Diagnostic P E M D

Dans le cadre de l'opération de réhabilitation et de réaménagement du bâtiment SN4
(Université de Lille)

■ Cet acte d'engagement correspond :

1. ☒ à l'ensemble du marché public (en cas de non allotissement) ;
2. ☒ à l'offre de base ;
3. ☒ avec la prestation supplémentaire : PSE 01 « PEMD – Opération de démolition du bâtiment SN6 »

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

■ Pièces constitutives du marché :

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent acte d'engagement (AE) et annexes éventuelles valant cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (PI) de 2021 ;
- Les pièces techniques relatives à l'opération, énumérées ci-après ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire.

■ Caractéristiques du marché

Marché à procédure adaptée (MAPA) selon les articles L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de services.

Le marché n'est pas alloté en vertu de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique.

Il est établi en un (1) original dont une copie est délivrée au titulaire lors de sa notification qui vaut exécution des prestations.

B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

(Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes :

- ☒ AE valant cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ☒ CCAG Prestations Intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- ☒ CCTP n° 2025_Diagnostic_PEMD_SN4 du 01/07/2025 ;
- ☒ Autres : les pièces techniques suivantes :
 - Diagnostics réglementaires : amiante, plomb, termites, etc... ;
 - Plans : relevé de géomètre, plan Masse, plan(s) de niveau(x), coupes et élévations ;
 - AUDIT TCE - Descriptif du bâtiment : techniques constructives, matériaux, etc... ;
 - Phasage des opérations et planning des travaux ;
 - Etude mosaïque ;
 - Planning de l'opération ;
 - Note de synthèse de présentation de l'opération.

et conformément à leurs clauses,

☐ le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :

☐ aux prix indiqués ci-dessous ;

☐ Taux de la TVA :

☐ Montant hors taxes² :

Montant hors taxes arrêté en chiffres à :

Montant hors taxes arrêté en lettres à :

☐ Montant TTC⁴ :

Montant TTC arrêté en chiffres à :

Montant TTC arrêté en lettres à :

OU

☒ aux prix indiqués ci-dessous ou dans l'annexe financière jointe au présent document.

L'offre ainsi présentée ne me/nous lie toutefois que si son acceptation m'/nous est notifiée dans un **délai de 90 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

² Le montant de l'offre établie à partir de prix unitaires est calculé par référence à la quantité estimée dans l'avis d'appel public à la concurrence.

⁴ Ne pas remplir lorsque les règles de TVA intracommunautaire prévoient le paiement de la TVA par l'acheteur. Dans ce cas, celui-ci doit indiquer son numéro d'identification au titulaire avant la date de facturation.

B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

(En cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

(Cocher la case correspondante.)

☐

conjoint

OU

☐

solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

B3 - Compte (s) à créditer

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

■ Nom de l'établissement bancaire :

■ Numéro de compte :

B5 - Durée d'exécution du marché public

La durée d'exécution du marché public est demois ou jours à compter de :

☒

la date de notification du marché public ;

☐

la date de notification de l'ordre de service ;

☐

la date de début d'exécution prévue par le marché public lorsqu'elle est postérieure à la date de notification.

Le marché public est reconductible :

☒

Non

☐

Oui

(Cocher la case correspondante.)

Si oui, préciser :

- Nombre des reconductions :
- Durée des reconductions :

■ Contenu de la mission de diagnostic PEMD

La présente consultation a pour objet une mission de diagnostic Produits, Équipements, Matériaux, Déchets (PEMD) dans le cadre de l'opération de réhabilitation du bâtiment SN4 situé sur le campus universitaire. Cette mission est réalisée conformément aux décrets n° 2021-821 et 2021-822 du 25 juin 2021 relatifs au diagnostic obligatoire pour toute opération de démolition ou de rénovation significative de bâtiments.

Cette mission intervient en amont du concours de maîtrise d'œuvre actuellement en cours (niveau esquisse +).

Le titulaire s'engage à effectuer la mission suivante :

- Identification, quantification et localisation précises des produits, équipements, matériaux et déchets dans le périmètre de l'opération ;
- Évaluation de leur état de conservation ;
- Estimation du potentiel de réemploi, en incluant si nécessaire des essais et sondages ;
- Identification des possibilités de réemploi in situ, ex situ ou via des filières externes (ressourceries, plateformes, etc.) ;
- Description des modalités de dépose, de stockage, de transport et des conditions techniques/économiques du réemploi ;
- En l'absence de réemploi, hiérarchisation des modes de traitement des déchets selon les principes de la gestion durable.

Ce diagnostic constituera le point de départ "T0" de la traçabilité PEMD sur l'opération et portera une attention particulière aux ressources à enjeux et au repérage des éléments réemployables.

■ Négociation

Le Pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les 3 (trois) candidats ayant présenté les offres les plus intéressantes, à l'issue d'une première analyse. Il se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

■ Modalités de règlement des comptes

Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- La référence du marché : « transmis à la notification du marché » ;
- Numéro de SIRET de l'Etat : **110 002 011 00044** ;

- Le code du service exécutant de la dépense (Code SE) : **RECCHOR080** ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) : « transmis à la notification du marché » ;
- Le détail des prix ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date de facturation.

La facturation doit être présentée au maître d'ouvrage dans les 15 jours qui suivent la réception définitive des livrables.

En cas de sous-traitance la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxe, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Modalités de paiement

Le délai global de paiement des acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du Code de la commande publique, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros³.

■ Accès aux dossiers administratifs et documents techniques

Le Maître d'ouvrage remettra au titulaire tous les documents techniques en sa possession permettant l'établissement du projet ainsi que tous les éléments du programme définissant le projet.

En outre, le titulaire se reconnaît lié par une stricte obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

■ Dérogation au CCAG-PI

Aucune avance ne sera versée, quel que soit le montant du marché (conformément à l'article 11.1 du CCAG-PI, auquel il est dérogé expressément).

³ Loi n°2313-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

D – Prix du marché

Prix du marché

Le marché est rémunéré par un prix global et forfaitaire dont la décomposition par éléments de mission figure dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ci-jointe.

Le prix est ferme et définitif pendant toute la durée d'exécution du marché.

Les prestations pour lesquels le titulaire s'engage, seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire égal à :

Montant hors TVA :		€
TVA au taux de	20 % , soit	€
Montant TVA incluse :		€
Arrêté en lettres à		

Valorisation des prestations supplémentaires éventuelles

N°	Prestation supplémentaire éventuelle	Montant hors TVA ①	Montant TVA incluse
PSE 01	PEMD – Opération de démolition du bâtiment SN6		

① plus ou moins-value par rapport à la solution de base

Décision du maître d'ouvrage

Compte tenu de l'acceptation de la/des prestation(s) supplémentaires(s) éventuelles(s) n° , le montant du marché est arrêté à :

- Montant hors TVA :
- TVA
- Montant TVA incluse :

Arrêté en lettres à

E - Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

Attention, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTRI2.

E1 – Signature du marché public par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

E2 – Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.
(hors cas des marchés de défense ou de sécurité dans lequel ces documents ont déjà été fournis).

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

■ Désignation de l'acheteur

Ministère **Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

Maître d'ouvrage **Région académique Hauts-de-France**
144 rue de Bavay
BP 709
59033 LILLE Cedex

■ Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

Madame Sophie BEJEAN, Rectrice de Région Académique Hauts-de-France

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances)

Madame Nathalie PETITPREZ
Cheffe du service de région académique de la politique immobilière (SRAPI)
144 rue de Bavay
BP 709
59033 LILLE Cedex

■ Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

Direction départementale des finances publiques de la Somme (DDFiP 80)
Adresse : 22 Rue de l'Amiral Courbet, 80000 Amiens
Téléphone : 03 22 71 42 42

■ Imputation budgétaire : **programme 150**

G – Visa et signature du marché public

Pour l'État et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A Lille , le

Signature

Pour la Rectrice de Région Académique
et par délégation,
Le Secrétaire Général de Région Académique,